

## Olmert: Israël menace le Liban s'il devient un "Etat du Hezbollah"

AFP 19.08.08 | 19h04

**L**e Premier ministre israélien Ehud Olmert a prévenu mardi qu'Israël réagirait sans s'imposer de restriction militaire si une nouvelle guerre éclatait avec un Liban devenu un "Etat du Hezbollah", le mouvement chiite.

"Lors de la guerre du Liban, nous disposions de moyens beaucoup plus massifs que ceux que nous avons utilisé car nous combattons une organisation terroriste et non un Etat, mais si le Liban devient un Etat du Hezbollah nous ne nous imposerons aucune restriction", a ajouté M. Olmert, selon un communiqué de son bureau.

Le Premier ministre, qui a effectué une visite dans une base de la défense passive, n'a pas donné plus de détails sur les intentions d'Israël dans le cadre d'une guerre. Il s'est contenté de préciser que cette politique sera appliquée à tout pays "qui nous attaquerait".

Durant l'été 2006, Israël et le Hezbollah se sont affrontés. Le mouvement chiite est parvenu, malgré des raids aériens massifs et des incursions terrestres israéliennes dans le sud du Liban, à tirer quelque 4.000 roquettes vers la Galilée contraignant près d'un million d'Israéliens à se réfugier dans des abris.

"Si d'autres guerres éclatent, elles seront différentes de celles du passé. Il n'y aura plus de situations dans lesquelles la guerre fait rage sur le front alors que dans les grandes villes, la vie continue comme si de rien n'était. La prochaine guerre touchera les villes et les habitations des Israéliens car l'objectif de l'ennemi sera d'attaquer l'arrière", a ajouté M. Olmert.

Le 6 août, un haut responsable israélien avait indiqué qu'Israël considérait que le gouvernement libanais avait "cédé sur toute la ligne aux exigences (du Hezbollah) et lui a permis d'user de la force pour poursuivre la lutte contre Israël".

Il a fait état de rapports de différents services de renseignements israéliens selon lesquels l'armée libanaise "a cessé totalement ses contrôles concernant le passage d'armes" destinés au Hezbollah à partir de la Syrie.

Le gouvernement libanais d'union nationale a adopté au début du mois sa déclaration de politique générale, qui affirme l'autorité de l'Etat sur tous les dossiers, y compris celui des armes du Hezbollah.

La déclaration souligne néanmoins "le droit du Liban et de son peuple, son armée et sa résistance (le Hezbollah, ndlr) à libérer sa terre dans les Fermes de Chebaa, les collines de Kfarchouba et Ghajar", localités frontalières du sud du Liban occupées par Israël.

La guerre, déclenchée à la suite de l'enlèvement le 12 juillet 2006 par le mouvement chiite de deux soldats en territoire israélien, a fait plus de 1.200 tués au Liban, civils pour la plupart, et 160 tués, côté israélien, en majorité des militaires.